

Les magistrats luxembourgeois réagissent

19.07.2016 paperjam.lu

Par [Camille Frati](#)



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a procédé à une vague d'arrestations et de limogeages dès le lendemain du coup d'État avorté.

(Photo : [licence CC / Wikimedia commons](#))

Turquie: les magistrats luxembourgeois dénoncent le limogeage de 2.745 juges

Le Groupement des magistrats luxembourgeois exprime son soutien envers ses collègues turcs victimes des représailles ordonnées par le pouvoir.

Quatre jours après le coup d'État avorté en Turquie, le président Recep Tayyip Erdogan s'est engagé dans la traque des putschistes. Une traque de plus en plus critiquée dans le pays et à l'international comme un moyen de se débarrasser de ses opposants. Ainsi, 2.745 juges et procureurs ont été démis de leurs fonctions par le Haut conseil des juges et procureurs.

Une situation qui suscite la «plus vive inquiétude» du Groupement des magistrats luxembourgeois qui «dénonce» ce mardi le prétexte avancé par le gouvernement pour «procéder à une élimination injustifiée de divers membres de la magistrature».

Le nombre élevé de juges et procureurs concernés confirme la violation flagrante des règles élémentaires de la démocratie.

Le Groupement des magistrats luxembourgeois

«Le nombre élevé de juges et procureurs concernés par ces représailles ainsi que la rapidité avec laquelle cette liste de magistrats 'putschistes' a été établie en l'absence d'un quelconque élément probant quant à leur participation à la tentative de coup d'État confirment la violation flagrante des règles élémentaires de la démocratie», poursuit le communiqué du GML, qui rappelle les atteintes répétées «aux normes européennes d'une justice indépendante et impartiale» depuis plusieurs années.

Les magistrats luxembourgeois demandent «aux responsables politiques luxembourgeois de faire tout leur possible afin que soit mis un terme aux pratiques antidémocratiques exercées par le gouvernement turc et que soient rétablies la liberté et la sécurité des magistrats en cause».

Interrogé par la télévision allemande ZDF lundi matin, le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, avait déjà jugé «bizarre que quelques heures après la tentative de coup d'État, presque 3.000 juges aient été limogés». Il a en outre averti le président turc que «si la peine de mort est introduite dans un pays candidat, les négociations d'accession sont terminées», alors que Recep Tayyip Erdogan dit envisager cette possibilité.